

**RAPPORT DU COMITÉ PRÉPARATOIRE
DE LA DEUXIÈME SESSION
EXTRAORDINAIRE
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
CONSACRÉE AU DÉSARMEMENT**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 49 (A/36/49)



NATIONS UNIES

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	1
II. TRAVAUX DU COMITE PREPARATOIRE EN 1980 ET 1981	5 - 16	4
III. RECOMMANDATIONS DU COMITE PREPARATOIRE	17 - 30	8
A. Organisation des travaux de la session extraordinaire	18 - 20	8
B. Travaux futurs du Comité préparatoire	30	11

I. INTRODUCTION

1. A sa trente-troisième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 33/71 H du 14 décembre 1978, dont la section III est libellée comme suit :

"L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit la décision qu'elle a prise à sa dixième session extraordinaire de fixer, à sa trente-troisième session, la date de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement,

Désirant contribuer à la poursuite et à l'élargissement du processus positif qui a pris naissance avec l'établissement des bases d'une stratégie internationale du désarmement à sa dixième session extraordinaire,

1. Décide de tenir une deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en 1982 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York;

2. Décide également de constituer, à sa trente-cinquième session, un comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement."

2. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 35/47 du 3 décembre 1980, dont le dispositif est libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

...

1. Décide de créer un Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui se composera de soixante-dix-huit Etats Membres désignés par le Président de l'Assemblée générale sur la base d'une répartition géographique équitable;

2. Prie le Comité préparatoire d'établir un projet d'ordre du jour de la session extraordinaire, d'examiner toutes les questions pertinentes relatives à cette session et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session, ses recommandations à ce sujet, y compris celles qui concernent l'application des décisions et recommandations adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire;

3. Invite tous les Etats Membres à communiquer au Secrétaire général, le 1er avril 1981 au plus tard, leurs vues concernant l'ordre du jour et les autres questions pertinentes relatives à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;

4. Prie le Secrétaire général de transmettre au Comité préparatoire les réponses des Etats Membres se rapportant au paragraphe 3 ci-dessus et de lui prêter toute l'assistance nécessaire, notamment en lui fournissant les renseignements de base essentiels, ainsi que les documents et les comptes rendus analytiques pertinents;

5. Prie le Comité préparatoire de tenir une courte session d'organisation d'une semaine au plus avant la fin de la trente-cinquième session de l'Assemblée générale afin de fixer, notamment, les dates de ses sessions de fond;

6. Prie en outre le Comité préparatoire de présenter son rapport intérimaire à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session;

7. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-sixième session une question intitulée 'Dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : rapport du Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement'."

3. Conformément au paragraphe 1 de la résolution 35/47 et compte tenu des consultations qui ont eu lieu à la Première Commission, le Président de l'Assemblée générale a nommé les Etats suivants membres du Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement :

Algérie	Grèce	Pérou
Allemagne, République fédérale d'	Guyane	Philippines
Argentine	Honduras	Pologne
Australie	Hongrie	République démocratique allemande
Autriche	Inde	République socialiste soviétique de Biélorussie
Bahamas	Indonésie	République socialiste soviétique d'Ukraine
Bangladesh	Iran	République-Unie de Tanzanie
Belgique	Iraq	Roumanie
Bénin	Italie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Brésil	Jamahiriya arabe libyenne	Sénégal
Bulgarie	Jamaïque	Sierra Leone
Canada	Japon	Soudan
Chine	Kenya	Sri Lanka
Chypre	Liban	Suède
Colombie	Libéria	Suriname
Congo	Malaisie	Tchécoslovaquie
Costa Rica	Maroc	Tunisie
Cuba	Maurice	Turquie
Danemark	Mexique	Union des Républiques socialistes soviétiques
Egypte	Mongolie	Venezuela
Equateur	Népal	Yougoslavie
Espagne	Nigéria	Zaïre
Etats-Unis d'Amérique	Norvège	Zambie
Ethiopie	Nouvelle-Zélande	
Fidji	Pakistan	
Finlande	Panama	
France	Payas-Bas	

4. Conformément au paragraphe 3 de la résolution 35/47, 49 Etats Membres ont communiqué au Secrétaire général leurs vues concernant l'ordre du jour et les autres questions pertinentes relatives à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les documents contenant ces réponses ont été distribués sous les cotes A/AC.206/2 et Add.1 à 9.

II. TRAVAUX DU COMITE PREPARATOIRE EN 1980 ET 1981

5. Conformément au paragraphe 5 de la résolution 35/47, le Comité préparatoire a tenu une courte session d'organisation au Siège de l'Organisation des Nations Unies, les 4 et 5 décembre 1980. Deux sessions de fond ont eu lieu du 4 au 15 mai et du 5 au 16 octobre 1981. Durant ces trois sessions, le Comité s'est réuni 29 fois; il a également tenu un certain nombre de réunions officieuses. La première séance du Comité, tenue le 4 décembre 1980, a été ouverte par le Secrétaire général, qui a fait une déclaration (A/AC.206/SR.1).

6. Le Comité a élu les membres suivants du Bureau :

Président : M. Olu Adeniji (Nigéria)

Vice-Présidents : Les représentants des délégations suivantes :

Australie
Bahamas
Bangladesh
Bénin
Bulgarie
Inde
Italie
Japon
Maroc
Mexique
Pérou
République démocratique allemande
Yougoslavie

Rapporteur : M. Omer Ersun (Turquie)

7. Suivant l'exemple du Comité préparatoire de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, le Comité a décidé à sa première séance, le 4 décembre 1980, d'appliquer les dispositions pertinentes du règlement intérieur de l'Assemblée générale. Malgré cette décision, il a été entendu que rien ne devait être épargné pour faire en sorte que les décisions relatives à des questions de fond soient adoptées par consensus. Il a en outre été convenu que s'il était impossible de parvenir à un consensus, le Président en informerait le Comité afin que les décisions pertinentes puissent être adoptées conformément aux dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

8. A la même séance, le Comité a également convenu que les représentants d'Etats non membres du Comité seraient autorisés à prendre part aux séances plénières sans toutefois disposer du droit de vote, comme il en avait été décidé par le Comité préparatoire de la première session extraordinaire consacrée au désarmement. Conformément à cette décision, les représentants de l'Irlande et du Saint-Siège ont participé aux travaux du Comité préparatoire et ont fait des déclarations.

9. A sa première séance, le Comité a décidé de faire sienne la position adoptée par le Comité préparatoire lors de la première session extraordinaire en ce qui concerne la participation de représentants d'organisations non gouvernementales et d'instituts de recherche sur la paix et le désarmement. Il a donc décidé que ces derniers pourraient assister aux séances et qu'ils devraient transmettre au Secrétariat les listes des communications reçues d'organisations s'occupant de recherche dans le domaine du désarmement (A/AC.206/INF.1 et Add.1 à 4). A sa 17ème séance, le 15 mai 1981, le Comité a adopté une recommandation de son Bureau tendant à ce que les organisations intéressées soient autorisées à prendre la parole lors d'une des séances de la session d'octobre du Comité. Pour ce qui est de leur représentation, le Comité a décidé que les organisations nommeraient elles-mêmes leurs représentants et que leur choix serait communiqué au Président du Comité préparatoire.

10. A sa 1ère séance, le 4 décembre 1980, le Comité a décidé d'inviter l'Agence internationale de l'énergie atomique et des institutions spécialisées s'intéressant au désarmement à prendre part à ses travaux en qualité d'observateurs. A la 22ème séance du Comité, le représentant de l'UNESCO a fait une déclaration.

11. A sa 25ème séance, le 9 octobre 1981, le Comité préparatoire a entendu des déclarations faites par les représentants des organisations non gouvernementales suivantes : Groupe de liaison ad hoc du Comité spécial ONG pour le désarmement à Genève et du Comité spécial ONG (au Siège de l'Organisation des Nations Unies), Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques, Bureau international de la paix, Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, Conseil mondial de la paix, ainsi que trois autres représentants qui ont pris la parole au nom du Comité spécial ONG pour le désarmement (celles de l'Organisation des Nations Unies). Le Comité a également entendu les déclarations des représentants des instituts de recherche sur la paix suivants : Association internationale de recherche consacrée à la paix, Fondation Stanley, Institut pour les études de défense et de désarmement.

12. Au cours des travaux du Comité préparatoire, les documents de travail suivants ont été présentés par des Etats Membres :

- a) Document de travail intitulé "Principaux objectifs de la coopération internationale en vue d'accélérer le progrès concret des négociations sur le désarmement", présenté par la Tchécoslovaquie (A/AC.206/11, annexe);
- b) Document de travail concernant l'application des dispositions du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, et contenant notamment une évaluation des principaux efforts régionaux de désarmement et des principales négociations présenté par la Finlande (A/AC.206/12);
- c) Document de travail contenant un avant-projet annoté de l'ordre du jour provisoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, présenté par le Mexique (A/AC.206/13).

13. Conformément à la demande formulée par le Comité à sa 3ème séance, le 5 décembre 1980, le Secrétariat a établi les documents de base suivants :

- a) Résolutions relatives au désarmement adoptée par l'Assemblée générale (A/AC.206/3);
- b) Etude exhaustive des propositions ou déclarations officielles et des décisions de l'Assemblée générale concernant le recours aux moratoires unilatéraux ou négociés comme mesures provisoires d'interdiction des essais d'armes nucléaires, ainsi que de leur application par chaque Etat (A/AC.206/4 et Corr.1);
- c) Etude détaillée de l'origine, de l'évolution et de l'état actuel des diverses options proposées en vue d'interdire l'utilisation des armes nucléaires (A/AC.206/5 et Corr.1);
- d) Rapport sur les ressources humaines et matérielles dont dispose le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour mener à bien sa tâche dans le domaine du désarmement, ainsi que sur l'organisation de ses travaux (A/AC.206/6);
- e) Synthèse des arguments avancés pour et contre chacune des quatre propositions de création de zones exemptes d'armes nucléaires inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée générale (Afrique, Asie du Sud, Moyen-Orient et Pacifique sud) et pour et contre la proposition de création d'une zone de paix dans l'océan Indien, avec index par matière et par pays (A/AC.206/7 et Add.1);
- f) Récapitulation des études dans le domaine du désarmement que le Secrétaire général a établies avec le concours d'experts pendant la période 1977-1980 sur la demande de l'Assemblée générale (A/AC.206/9);
- g) Etude comparative de la portée que l'on a initialement proposée ou tenté de donner aux projets de traités multilatéraux de désarmement à caractère universel, élaborés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de la portée des mesures qui ont été finalement inscrites dans ces traités, y compris les mesures envisagées en vue d'étendre la portée desdits traités (A/AC.206/10 et Corr.1);
- h) Liste de propositions relatives au désarmement et de propositions connexes officiellement présentées à l'Organisation des Nations Unies (A/AC.206/15);
- i) Bref résumé synoptique des négociations qui ont eu lieu en matière de désarmement et de limitation des armements depuis 1978 - et des résultats auxquels elles ont abouti - dans le cadre du système des Nations Unies, à l'échelon régional et à l'échelon bilatéral, en indiquant, le cas échéant, la procédure suivie dans chaque cas pour tenir l'Organisation des Nations Unies au courant (A/AC.206/16 et Corr.1).

14. En outre, répondant à la demande formulée par le Comité à sa 11ème séance, le 8 mai 1981, le Secrétariat a établi une série de compilations des vues des Etats Membres sur l'ordre du jour et sur d'autres questions pertinentes relatives à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (A/AC.206/CRP.1 et Add.1 à 3, A/AC.206/CRP.2 et Add.1 et 2, A/AC.206/CRP.3 et Add.1 et A/AC.206/CRP.4 et Add.1).

15. Conformément à la résolution 34/83 E de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1979, le rapport du Secrétaire général intitulé "Etude des incidences de la création d'une agence internationale de satellites de contrôle" a été distribué en tant que document du Comité préparatoire (A/AC.206/14).

16. Les débats du Comité préparatoire, y compris les vues exprimées par les délégations, figurent dans les comptes rendus analytiques (A/AC.206/SR.1 à 29).

III. RECOMMANDATIONS DU COMITE PREPARATOIRE

17. Lors de ses séances, le Comité préparatoire a décidé par consensus de présenter à l'Assemblée générale, à sa trente-sixième session, les recommandations contenues dans les paragraphes 18 à 29 ci-dessous, relatives à l'organisation des travaux de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et des travaux futurs du Comité préparatoire.

A. Organisation des travaux de la session extraordinaire

1. Ordre du jour provisoire

18. Le Comité recommande l'ordre du jour provisoire suivant pour la session extraordinaire :

1. Ouverture de la session conformément à l'article 30 du règlement intérieur de l'Assemblée générale 1/;
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation;
3. Pouvoirs des représentants à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux désarmement :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs;
4. Election du Président de l'Assemblée générale;
5. Organisation de la session;
6. Rapport du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;
7. Adoption de l'ordre du jour.

1/ L'article 30 du règlement intérieur dispose qu'à l'ouverture de chaque session de l'Assemblée générale, le chef de la délégation à laquelle appartenait le Président de la session précédente assume la présidence jusqu'à ce que l'Assemblée ait élu le Président de la session.

3. Débat général, y compris :

- Examen et évaluation de la situation internationale actuelle, eu égard à la nécessité pressante de prendre des mesures spécifiques et concertées pour éliminer le danger de guerre, notamment de guerre nucléaire, pour arrêter et inverser la course aux armements et réaliser des progrès substantiels dans le domaine du désarmement, en particulier sous ses aspects nucléaires, et compte tenu des relations étroites qui existent entre le désarmement et la paix et la sécurité internationale, d'une part, et, d'autre part, entre le désarmement et le développement économique et social, en particulier celui des pays en développement.

9. Examen de l'application des décisions et recommandations adoptées par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement :

- Examen de l'état d'avancement des négociations sur le désarmement prévues dans le Programme d'action, compte tenu des priorités définies dans le Programme;
- Examen du rapport du Comité du désarmement, en particulier de tous projets de texte transmis par le Comité;
- Examen du Rapport de la Commission du désarmement;
- Examen de l'application des résolutions de l'Assemblée générale relatives à des tâches spécifiques, en particulier des études visant à réaliser les objectifs définis dans le Document final et de la suite à leur donner.

10. Examen et adoption du Programme global de désarmement;

11. Application de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement et examen des initiatives et propositions des Etats Membres;

12. Amélioration de l'efficacité des mécanismes dans le domaine du désarmement et renforcement du rôle de l'Organisation dans ce domaine, y compris la convocation éventuelle d'une conférence mondiale du désarmement;

13. Mesures propres à sensibiliser l'opinion publique mondiale en faveur du désarmement;

- Activités éducatives, séminaires et formation en matière de désarmement (Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement);
- Campagne mondiale pour le désarmement;
- Autres activités d'information de l'opinion publique.

14. Adoption, sous une forme appropriée, du ou des documents de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

2. Date et durée

19. La session extraordinaire devrait se tenir au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 7 juin au 9 juillet 1982.

3. Président

20. Le Comité estime que, suivant la pratique des précédentes sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, celle-ci pourrait élire Président de la prochaine session extraordinaire le Président de la trente-sixième session.

4. Vice-Présidents

21. Les Vice-Présidents de la session extraordinaire devraient être les mêmes que ceux de la trente-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale, étant entendu que les groupes régionaux pourront opérer des substitutions dans les postes de Vice-Président attribués à chaque groupe.

5. Grandes commissions

22. L'Assemblée générale devrait, à sa session extraordinaire, mettre en place une commission plénière, un groupe de travail sur le Programme global de désarmement et autant de groupes à composition non limités ou d'organes subsidiaires qu'il sera nécessaire. Le Président de la Commission plénière devrait être élu par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire. Le Comité recommande à cet égard que la session extraordinaire s'inspire des procédures de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée.

6. Commission de vérification des pouvoirs

23. La Commission de vérification des pouvoirs de la session extraordinaire devrait être la même que celle de la trente-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale.

7. Bureau

24. Le Bureau de la session extraordinaire devrait être constitué par le Président de la session extraordinaire de l'Assemblée générale; les 21 Vice-Présidents et les présidents des sept grandes commissions de la trente-sixième session de l'Assemblée générale, étant entendu qu'ils pourront être remplacés par des membres de leur délégation ou des membres des délégations des Etats appartenant au même groupe régional; le Président de la Commission plénière de la session extraordinaire, et le Président du Comité préparatoire de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

8. Règlement intérieur

26. Le règlement intérieur de l'Assemblée générale devrait s'appliquer à la session extraordinaire sans modifications, étant entendu qu'en ce qui concerne l'adoption des décisions, rien ne sera épargné pour que, dans toute la mesure du possible, les décisions relatives à des questions de fond soient adoptées par consensus.

9. Niveau de représentation

26. Il serait souhaitable que les Etats Membres soient représentés à la session extraordinaire au niveau politique le plus élevé possible.

10. Activités d'information

27. Le Comité recommande l'adoption du programme d'activités d'information présenté par le Secrétariat (A/AC.206/18), étant entendu que, dans toute la mesure du possible, ces activités seront menées dans les limites des budgets ordinaires du Département de l'information et du Centre pour le désarmement du Secrétariat.

11. Rôle des organisations non gouvernementales et des instituts de recherche sur la paix et le désarmement

28. Le Comité recommande que les organisations non gouvernementales qui s'intéressent à la question du désarmement et les instituts de recherche sur la paix et le désarmement disposent à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement des mêmes facilités que celles dont ils ont disposées à la première session extraordinaire. Toutefois, en raison de l'importance que l'opinion publique mondiale présente pour les progrès en matière de désarmement, il est à prévoir qu'une gamme encore plus large d'organisations non gouvernementales et de leurs dirigeants participeront à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. En ce qui concerne les déclarations orales, le Groupe de liaison ad hoc des deux comités spéciaux ONG pour le désarmement, à Genève et au Siège de l'Organisation des Nations Unies, dresserait une liste appropriée d'orateurs représentant des organisations non gouvernementales et des instituts de recherche sur la paix et le désarmement. Cette liste serait transmise au Comité préparatoire par l'intermédiaire de son Président au cours de sa session finale, aux fins d'une recommandation appropriée à la session extraordinaire.

B. Travaux futurs du Comité préparatoire

29. Le Comité préparatoire devrait tenir une session finale du 26 avril au 14 mai 1982 pour poursuivre l'examen des questions de fond relevant de la session extraordinaire, y compris l'application des décisions et recommandations adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire, aux fins d'incorporation dans le ou les documents qui seront adoptés par l'Assemblée à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, et de toutes les questions d'organisation et de procédure restées en suspens.